

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1509 - 5 juillet 1990 - 3,5 F

### D 1509 COLOMBIE: MERCENAIRES ÉTRANGERS ET AUTODÉFENSE

Dans la guerre implacable de l'armée contre la guérilla et vice-versa, des propriétaires terriens contre les ouvriers agricoles "subversifs", des trafiquants de stupéfiants contre leurs concurrents et contre l'Etat, sans parler du banditisme en tous genres, il est difficile d'y voir clair. Une première chose est sûre: l'assassinat est une pratique ordinaire en Colombie (cf. DIAL D 1393 et 1476). Une deuxième chose l'est également: certains milieux militaires sont loin d'être étrangers aux groupes qualifiés d'"autodéfense" (cf. DIAL D 1504). Des informations de plus en plus précises font apparaître l'existence, dans ces réseaux liés également à certains milieux d'exploitants agricoles, de mercenaires israéliens et anglais. L'article ci-dessous, tiré de la revue *Solidaridad* de mai 1990, fait le point sur l'affaire des mercenaires.

Note DIAL

## RÉVÉLATIONS SPECTACULAIRES

### Le gouvernement en sait beaucoup plus qu'il ne dit sur les mercenaires

Voici quelques semaines, au cours du premier trimestre de cette année, le Département administratif de sécurité (DAS) faisait savoir à l'opinion publique qu'il était au courant de l'existence dans le pays d'un groupe de mercenaires anglais placé sous le commandement de Peter Stuart McAleese. Ce groupe d'anglosaxons, d'après le DAS, avait pour mission d'entraîner un nombre considérable de "tueurs des mafias du trafic de drogue"; et c'était Henry Pérez, grand responsable des commandos d'autodéfense de Puerto Boyaca et membre du comité directeur de l'Association des éleveurs du Magdalena Medio (ACDEGAM), qui les avait contractés. C'était un nouvel épisode des "narco-mercenaires".

Quelques mois auparavant, en avril-mai 1989, le DAS avait publiquement dénoncé la présence de mercenaires israéliens et anglais au service des "narco-paramilitaires". Les noms de Klein, Tomkins, Acek, Harari, David, etc., sont devenus habituels dans les pages de la grande presse colombienne.

En septembre de l'année dernière un débat avait lieu à la Chambre des représentants: le gouvernement y était durement critiqué en raison des affirmations du général Miguel Maza Márquez selon lesquelles le président Virgilio Barco et son gouvernement étaient au courant, depuis le mois de mars précédent, de la présence de mercenaires dans notre pays. L'affaire n'avait cependant pas été plus loin que le scandale journalistique. Bien que les organismes de sécurité, à commencer par le DAS, affirment posséder des informations volumineuses et importantes sur les déplacements, caractéristiques et identités des mercenaires, aucun d'eux n'a été arrêté jusqu'à maintenant. Les mercenaires semblent ne relever que des nouvelles de presse.

## Demi-vérités

Cependant, ce que ni le directeur du DAS, le général Maza Márquez, ou aucun autre haut fonctionnaire ni la grande presse n'ont révélé, c'est que les organismes de sécurité de l'Etat étaient depuis au moins deux ans au courant de la présence de mercenaires israéliens et anglais dans le pays. C'est dès le mois d'avril 1988, suite à l'enquête ouverte par la 2e chambre du tribunal d'ordre public sur le massacre, le 4 mars précédent, de vingt ouvriers agricoles des exploitations Honduras et La Negra à Urabá, dans le département d'Antioquia, qu'avait été établie la présence de ces mercenaires dans l'entraînement des groupes paramilitaires parrainés par l'armée dans la région et utilisés par des membres des services de renseignement de la 10e brigade et du bataillon d'infanterie "Les voltigeurs". L'information rendue publique en 1989 semblait quelque peu démodée.

Mais voilà que, suite à la découverte en avril 1989 de fosses communes dans l'exploitation agricole "La 60", située à El Meta et appartenant à Víctor Carranza, le DAS déclarait avoir appris que quelques semaines avant cette découverte, quarante tueurs à gages s'étaient "diplômés" dans cette exploitation au terme du cours donné par des mercenaires étrangers. Aucune arrestation n'a cependant eu lieu.

## Et les militaires?

Il n'y avait pas que le fait de ces informations rendues publiques par le DAS avec retard. Toute information susceptible de faire apparaître un lien entre les mercenaires et les forces armées avait été tout simplement gommée des communiqués spectaculaires du DAS. Ce que révélaient les enquêtes sur les massacres de Honduras, La Negra, Mejor Esquina, Punta Coquitos et autres, c'était précisément un nombre important de preuves et d'indices qui révélaient l'existence de liens entre militaires et mercenaires étrangers.

Plus grave encore, le colonel en retraite Ya'ir Klein a lui-même confirmé dans plusieurs interviews données à des journalistes étrangers que ses activités en Colombie s'étaient limitées à l'entraînement militaire de groupes "d'autodéfense" organisés par des éleveurs et des exploitants agricoles, avec le soutien de membres des forces armées, pour lutter contre les groupes de guérilla. De plus, ajoutait le mercenaire Klein, il avait été accueilli à l'occasion d'une de ses nombreuses entrées dans le pays par un colonel de l'armée de terre qui l'attendait à l'aéroport; il serait par la suite entré en relation avec un officier général du ministère de la défense, un sénateur et un représentant de la Banque des éleveurs.

## Coïncidences à répétition

Ce qui est particulièrement éclairant c'est que la 3e chambre du tribunal d'ordre public de Medellín a lancé le 21 novembre 1989 un mandat d'arrêt contre les mercenaires israéliens et anglais pour leur implication dans les massacres de 1988 à Urabá, dans les départements d'Antioquia et de Córdoba. Les enquêtes sur ces massacres ont apporté la preuve de l'implication de membres des services de renseignement du 10e bataillon; elles ont également révélé que la seule personne arrêtée pour le massacre de Mejor Esquina, Ricardo Rayo, présenté par le DAS comme tueur à gages, est en réalité un déserteur de la guérilla et l'actuel informateur de la 5e brigade de l'armée, brigade qui a sous sa juridiction Puerto Boyaca où se trouve précisément, dit-on, la base opérationnelle des mercenaires.

Il est paradoxal qu'un des mercenaires contre lequel a été lancé un mandat d'arrêt, Arik Afek, ait pu postérieurement à la délivrance de cette mesure judiciaire entrer à quatre reprises dans le pays de façon parfaitement légale, avec un passeport diplomatique émis aux Etats-Unis, ainsi que l'a reconnu M. Allan Cramer, porte-parole des services de renseignements des Etats-Unis. La raison en était simple:

Afek était un agent secret de la CIA jusqu'en fin février 1990, date à laquelle son cadavre serait retrouvé dans le coffre d'une voiture à l'aéroport de Miami.

Les coïncidences entre militaires et mercenaires sont sans fin. Pourtant aucune action n'a été entreprise par le gouvernement de Barco en ce domaine, en dehors de la rhétorique. En toute hypothèse le traitement appliqué par les organismes de sécurité en matière de mercenaires semble davantage destiné à garantir l'impunité de ces derniers qu'à tendre à leur arrestation.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441